

Les boules puantes sont de retour !

Comment reconnaître que des élections professionnelles vont prochainement avoir lieu dans notre ministère ? A la publication de tracts qui transpirent la désinformation ou « fake news » reprenant un argumentaire démagogique et fallacieux pour tendre vers un racolage primaire !

Cette année, la CFDT a tiré la première.

Dans un « torchon » intitulé « *Une pitoyable représentation de Tartuffe au CHSCT-M* », cette fédération dénonce le fait que tous ses homologues (ou plutôt concurrents) seraient complices avec l'administration de la non nomination d'un référent « *Prévention des violences sexuelles et sexistes au travail* » à Bercy.

Ce dispositif figure effectivement dans l'accord-cadre entre les femmes et les hommes, signé dans la fonction publique le 30 novembre 2018.

En revanche, la CFDT commet son premier mensonge, en spécifiant bien volontairement que toutes les fédérations ont validé cet accord. Or, c'est doublement mensonger car il se trouve que FO, tout comme la CGT, ne l'ont pas signé.

Si notre fédération des fonctionnaires n'a pas signé cet accord, c'est parce qu'elle estimait que le gouvernement n'inscrivait aucun moyen financier, pour réaliser les différentes actions mentionnées dans le projet soumis à signature.

Pour autant pour FO Finances, il ne s'agit pas de méconnaître la nécessité de l'égalité professionnelle. D'ailleurs, nous avons par le passé signé ce genre d'accord au niveau ministériel. C'est pourquoi, nous continuerons à participer en étant force de propositions à tous les groupes de travail sur le sujet au cœur de nos revendications.

Sur le sujet précis sur lequel la CFDT s'offusque et se veut le « chevalier blanc » du combat contre les violences sexuelles et sexistes, il est vrai que nous avons également été surpris du positionnement de certains de nos homologues. Pour FO Finances, il revenait à la première fédération, qui plus est signataire de l'accord, de présenter un référent. Ce qu'elle a refusé de faire. Dont acte !

Dans ce contexte, nous n'avons pas d'opposition à FO Finances à laisser cette place à l'autre fédération signataire, à savoir la CFDT. D'autres n'ont pas validé cette position. Dont acte encore !

Enfin pour parfaire le mensonge, en imputant la responsabilité du défaut de désignation du référent aux autres fédérations ainsi qu'à l'administration, la CFDT stipule qu'un véritable travail de fond sur le sujet des violences sexuelles au sein de notre ministère ne peut commencer.

Fort heureusement, nous n'avons pas attendu à Bercy, la désignation d'un référent pour commencer à travailler sur ce sujet. En effet, depuis plus de dix ans des actions ont été menées par la délégation à l'égalité professionnelle et la lutte contre les discriminations et l'ensemble des fédérations syndicales.

Force est de constater pour autant qu'il reste d'énormes progrès à faire dans ce domaine. C'est pourquoi pour FO Finances, la lutte contre les violences sexuelles et sexistes dans le monde du travail, et plus généralement pour l'égalité professionnelle, mérite mieux que ces discours électoralistes d'un autre temps.

A bon entendeur.